# Termes de Reference – Enquête indépendante sur le travail force au Niger

## Contexte

1. En 2017, l'Organisation internationale du Travail a publié des Estimations Mondiales du Travail Forcé en tant que contribution aux objectifs de développement durable (ODD), en particulier à la cible 8.7 qui appelle à des mesures efficaces pour mettre fin au travail forcé, à l'esclavage moderne et à la traite des êtres humains, ainsi que le travail des enfants sous toutes ses formes. Les nouvelles estimations mondiales indiquaient que 24,9 millions de personnes étaient soumises au travail forcé, c'est-à-dire qu'elles étaient forcées de travailler sous la menace ou la coercition.
2. En 2009, le Niger a mené son premier exercice de mesure du travail forcé en incluant des questions relatives aux différentes composantes du travail forcé dans L’Enquête Nationale sur le Travail des Enfants (ENTE), pour déterminer les traits caractéristiques des personnes et des ménages qui en sont victimes. L’ENTE est une enquête auprès des ménages et est d’envergure nationale. Elle avait porté sur un échantillon de 4,800 ménages représentatifs au niveau régional, milieu de résidence et national. Elle est destinée à fournir des renseignements sur les enfants de 5 à 17 ans engagés dans des activités de nature économique et non économique, sur les caractéristiques démographiques et socioéconomiques des enfants d’âge scolaire et, pour les enfants actifs, sur leurs conditions de travail, leur santé et leur sécurité et sur les raisons du travail des enfants. L’enquête s’est également intéressée aux caractéristiques démographiques et socioéconomiques des parents de ces enfants en vue de dégager les éventuelles relations entre celles-ci et le travail des enfants. L’échantillon sur lequel les opérations de collecte ont été exécutées a été tiré à partir d’un fichier informatique de 8007 zones de dénombrement (base de sondage) créé par l’Institut National de la Statistique pour les besoins du Recensement Général de la Population et de l’Habitat de 2001.
3. En 2009, les définitions opérationnelles du travail forcé des adultes et des enfants avaient été construites sur la base des quatre critères suivants : **le recrutement non libre, la situation de dépendance**, **la privation de liberté et la notion de ménage à risque de dépendance.** Il a été considéré qu'un adulte était en situation de travail forcé lorsque son recrutement n’est pas libre ou s’il est privé de liberté et, en plus, s’il est en situation de dépendance lui –même ou son ménage. Sur cette base, on estime sur l’ensemble du pays à **59.541 adultes (24.799 hommes et 34.742 femmes) en situation de travail forcé, soit 1,1% du nombre total d’adultes (5.500.529). En termes relatifs, les femmes sont plus nombreuses à subir le travail forcé que les hommes (1,2% contre 1,0%)**.
4. L’analyse des résultats par région montrait que les régions de Tillabéri, Tahoua et Maradi présentent, selon la définition retenue du travail forcé, les plus fortes proportions des adultes en situation de travail forcé avec respectivement 2,4%, 1,7% et 1,1%. Par contre, dans les régions de Zinder, Niamey, Diffa et Dosso, les adultes en situation de travail forcé sont moins fréquents avec respectivement 0,1%, 0,4%, 0,7% et 0,8%.
5. Notons par ailleurs que l’enquête n’avait pas pu avoir lieu dans la région d’Agadez (à part la ville d’Agadez) pour des raisons de sécurité, malgré les informations qualitatives sur la probable existence de situation de travail forcé dans cette région.
6. En considérant le milieu de résidence, il ressort des résultats de l’enquête que le milieu rural regorge plus des adultes en situation de travail forcé soit 1,4% contre 0,4% dans la communauté urbaine de Niamey et 0,3% dans les autres centres urbains du pays. Cela peut s’expliquer par le fait qu’au village, outre l’existence des pratiques traditionalistes, la précarité due à la pauvreté peut conduire un bon nombre d’individu à perdre leur liberté et leur dignité humaine.
7. Un important antécédent est que depuis 2013, année de la dernière Conférence Internationale des Statisticiens du Travail (CIET), le BIT a participé directement à plus de 18 enquêtes sur le travail forcé, dont certaines ont une portée nationale (Ouzbékistan 2014-15, Éthiopie 2014, Timor-Leste 2016, Népal 2017, Brésil 2018, Pérou 2018, Niger 2018) et d'autres pour une région spécifique du pays (Maranhao, Brésil 2017) ou des secteurs spécifiques de l'économie tels que la pêche (Thaïlande 2013), l'huile de palme (Malaisie 2018) et la cueillette du coton ( Ouzbékistan prévu pour 2019). D'autres encore concernent des groupes particuliers tels que les prisonniers (Mongolie 2013), les travailleurs migrants internes (Népal 2013, Myanmar 2015), les personnes déplacées (Soudan 2018, République démocratique du Congo 2018, Nigeria 2018) et une étude de faisabilité auprès des communautés bulgares. Pays-Bas (2016).
8. Toutes ces enquêtes constituent des informations de base pour la conception et la mise en œuvre de l'enquête sur le travail forcé au Niger.

## Objectifs généraux

1. Générer des estimations sur la prévalence et les principales caractéristiques du travail forcé au niveau national au Niger.
2. Renforcer la capacité du Gouvernement du Niger à mener à bien de futures collectes, recherches et analyses de données dans le domaine du travail forcé.

## Objectifs spécifiques

1. Opérationnaliser les définitions juridiques du travail forcé dans les indicateurs statistiques.
2. Évaluer l'étendue, les caractéristiques, les causes et les conséquences du travail forcé des enfants et des adultes
3. Déterminer la prévalence du travail forcé par sexe, groupe d'âge, zone de résidence (urbaine / rurale) et déségrégation géographique de l'enquête (dans la mesure du possible).
4. Recueillir des informations sur les caractéristiques suivantes du travail forcé:
   1. Les formes de travail ou recrutement involontaires, y compris l’esclavage actif et le travail forcé résultant du mariage (Wahaya)
   2. Les moyens de coercition (y compris les menaces) dans les lieux de travail et dans le processus de recrutement
   3. Les relations et conditions de travail dans les situations de dépendance
   4. Industrie de l'emploi (par sexe et autres variables pertinentes)
   5. Statut dans l'emploi (par sexe et autres variables pertinentes)
   6. Occupations (par sexe et autres variables pertinentes)
   7. Heures de travail hebdomadaires (par sexe et autres variables pertinentes)
   8. Gains et mode de paiement (en espèces / en nature), fréquence de paiement, et nature des dépenses
5. Évaluer les tendances du travail forcé en se basant sur l'enquête actuelle et sur les enquêtes précédentes.
6. Évaluer les déterminants du travail forcé

## Définitions

## La définition statistique sera construite sur la base de la définition du travail forcé, telle que présentée dans la [Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930](http://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO:12100:P12100_INSTRUMENT_ID:312174:NO) et la législation nationale, notamment la loi nationale N° 2012-45 du 25 septembre 2012 portant Code du travail de la République du Niger. Le terme « travail forcé ou obligatoire » désigne tout travail ou service exigé d’un individu sous la menace d’une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s’est pas offert de plein gré.

1. Dans le cadre d’enquêtes statistiques, le travail forcé est défini comme toute forme de travail ou service pendant une période de référence donnée qui comporte un élément de travail involontaire et un élément de coercition. Le concept de travail ou service est défini sur la base des normes internationales sur les Statistiques du travail, de l’emploi et de la sous-utilisation de la main-d’œuvre.

Échantillonnage

1. Depuis la dernière enquête sur le travail forcé au Niger en 2009, des progrès significatifs ont été réalisés en termes de conception de sélection d'échantillons. Ces progrès ont été guidés par les dernières enquêtes sur le travail forcé mentionnées au paragraphe 10, ainsi que par les activités de mesure du travail forcé liées à la Conférence internationale des statisticiens du travail (CIST).
2. La mesure du travail forcé a été discutée pour la première fois à la 17e CIST en 2003 lorsque la nécessité de définir des critères observables pour évaluer l'existence d'une situation de travail forcé a été soulignée. Lors d'une session spéciale de la 19e CIST en 2013, le BIT a présenté les résultats de ses recherches et enquêtes sur le sujet. La Conférence a ensuite adopté une résolution recommandant que le BIT "crée un groupe de travail chargé de partager les meilleures pratiques en matière d'enquêtes sur le travail forcé afin d'encourager de nouvelles enquêtes dans un plus grand nombre de pays". Les mandants de l'OIT et d'autres experts discutent et élaborent des directives internationales pour harmoniser les concepts, élaborer des définitions statistiques, des listes types de critères et des outils d'enquête sur le travail forcé et informer la 20e CIST du travail des progrès réalisés.
3. Étant donné que la population en travail forcé est considérée du point de vue statistique comme une «population rare», les techniques d'échantillonnage traditionnelles peuvent ne pas être adéquates pour mesurer la prévalence et les caractéristiques de celle-ci. L'annexe I donne des indications sur la manière de calculer les exigences de taille d'échantillon en fonction des différents objectifs de l'enquête sur le travail forcé (mesurer la prévalence et / ou les caractéristiques de la population en travail forcé). Il présente également des avantages du sur-échantillonnage des zones de concentration du travail forcé en utilisant des strates de concentration, des procédures de criblage avant l'échantillonnage, l'utilisation de l'échantillonnage en grappes adaptatif pour la sélection des quartiers d'habitation, entre autres. Le plan d'échantillonnage et la sélection de l'échantillon doivent être basés sur ces directives de pointe, afin de garantir une procédure d'échantillonnage de haute qualité capable de répondre aux objectifs de l'enquête.

Structure de gouvernance

1. L'INS mettra en place un Comité directeur technique chargé de donner des conseils sur les données nationales requises pour l'enquête sur le travail forcé. Le Comité comprendra des représentants des groupes de travailleurs et d'employeurs, des bureaux / ministères gouvernementaux du Niger qui jouent un rôle politique dans les efforts d'éradication du travail forcé (tels que le Ministère de l’Emploi, du Travail et de la Protection Sociale, Agence Nationale de lutte contre la traite des personnes et le trafic illicite des migrants) et des parties prenantes nationales concernées, y compris la société civile, les universités, les instituts de recherche et organisations gouvernementales pour s'assurer que leurs préoccupations respectives en matière de données ont été prises en compte par l'enquête. Dans la mesure du possible, des organisations et agences internationales pertinentes présentes au Niger, comme le PNUD, l’ONUDC, l'UNICEF, l’OIM etc., peuvent être invitées avec le BIT à participer au Comité directeur technique de l'enquête en tant qu'observateurs. Le Comité a pour mandat d'examiner et de donner des conseils sur (i) le projet de questionnaire et (ii) les projets de rapports de l'enquête. Le comité peut, à son tour, créer un groupe de travail «de base» (principalement des agents au sein du INS chargés de la mise en œuvre de l'enquête) qui peuvent se réunir plus fréquemment pour superviser les activités d'enquête quotidiennes. Le comité technique / directeur et le groupe de travail établissent chacun leur propre mandat.
2. L’enquête sur le travail force sera mis en œuvre par L'Institut national de la statistique (INS). Le BIT-FUNDAMENTALS fournira un soutien financier et technique au processus d'enquête, en commençant par les activités préparatoires, l'échantillonnage et la préparation des questionnaires, la collecte et le traitement des données, jusqu'à la diffusion des résultats de l'enquête.

## Taches spécifiques

## 

Plus précisément, l'INS devra accomplir les tâches suivantes:

1. En consultation avec BIT/FUNDAMENTALS, l'INS élaborera une définition statistique opérationnelle du travail forcé des enfants et des adultes.
2. En consultation avec BIT/FUNDAMENTALS, l'INS élaborera En consultation avec BIT/FUNDAMENTALS, l'INS élaborera la méthodologie de l'enquête sur le travail forcé au Niger qui sera mise en œuvre en tant qu'ensemble d'enquêtes auprès des ménages, en utilisant un échantillon représentatif de la population générale couvrant l'ensemble du pays.
3. En consultation avec BIT/FUNDAMENTALS, l'INS préparera un cadre conceptuel pour la méthodologie de l'enquête et développera la base de sondage et la conception de l'enquête. En outre, le projet de questionnaire, les formulaires actualisation des ménages dans les zones de dénombrement et les manuels de formation pour les superviseurs et les enquêteurs devront être élaborés pour faciliter et assurer l'harmonisation de la collecte des données et du traitement des données. Le projet de questionnaire doit être testé sur le terrain et révisé en fonction des rapports reçus.
4. L’INS doit élaborer un projet de plan de tabulation pour le questionnaire afin de soutenir l'analyse des données, demander l'examen / les commentaires du BIT/FUNDAMENTALS et réviser le plan de tabulation en conséquence.
5. Des dispositions adéquates doivent être prises pour la formation des coordonnateurs de la enquête / formateurs principaux, des superviseurs et des enquêteurs sur le terrain qui seront engagés pour la collecte des données de l'enquête. L'INS doit impliquer BIT/FUNDAMENTALS dans cette formation, mais la participation de BIT/FUNDAMENTALS à la formation sera à la charge du BIT.
6. L'INS informera régulièrement BIT/FUNDAMENTALS de la situation et des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'enquête.
7. L'INS développera et soumettra au BIT/FUNDAMENTALS pour validation :
   1. les questionnaires, formulaires d'inscription et manuels de formation,
   2. un rapport sur la conception et la distribution des échantillons des unités de première d’échantillonnage (ZD) et de deuxième étape (ménages);
   3. un rapport sur la mise à jour des opérations de listage des ménages, la sélection des ménages échantillonnés à partir de la base de sondage, et
   4. un rapport sur les résultats de la formation des superviseurs / recenseurs d'enquêtes et d'autres préparatifs pour les opérations de collecte de données d'enquête.
8. Un (premier) rapport intermédiaire et un (deuxième) rapport final sur les opérations de collecte de données et les difficultés rencontrées dans le processus doivent être soumis par l’INS au BIT/FUNDAMENTALS.
9. L'INS prendra les dispositions nécessaires pour l'édition et le codage des questionnaires, la saisie des données, le nettoyage des données et le traitement des données. L'ensemble de données brutes doit être envoyé au BIT/FUNDAMENTALS pour vérification dès qu’ils seront disponibles.
10. L'INS préparera un plan des tabulations pour le rapport d'enquête sur le travail forcé au Niger et le soumettra à l'équipe du BIT/FUNDAMENTALS pour des commentaires. Le plan des tabulations doit être révisé, si nécessaire, après les commentaires du BIT/FUNDAMENTALS.
11. L'INS préparera un projet de rapport en français sur les conclusions de l'enquête sur le travail forcé au Niger et le soumettra au Comité directeur technique et au BIT/FUNDAMENTALS, et élaborera ensuite un projet de rapport révisé en tenant compte des commentaires du BIT / FUNDAMENTALS et du Comité.
12. L'INS organisera un atelier de validation auquel participeront le Comité technique et le BIT/FUNDAMENTALS pour discuter et faire des suggestions en vue de sa finalisation.
13. L'INS doit finaliser le rapport d'enquête sur le travail forcé au Niger et le faire éditer et imprimer pour distribution lors de l'événement national de lancement public ci-dessous.
14. L'INS organisera (en consultation avec le Ministère de l’Emploi, du Travail et de la Protection Sociale et le BIT) un événement national de lancement public pour diffuser le Rapport d'enquête sur le travail forcé au Niger dans lequel les participants seront des représentants des groupes de travailleurs et d'employeurs, des bureaux du gouvernement du Niger avec un rôle dans les efforts nationaux d'éradication du travail forcé, les parties prenantes nationales concernées, y compris les instituts de recherche et les organisations non gouvernementales, et les bureaux nationaux des organisations internationales concernées par le travail forcé au Niger, tels que le BIT, l’ONUDC, l’OIM, l’UNICEF, le PNUD, etc. La presse nationale et les autres médias d'information devraient être invités à faire connaître les conclusions du rapport d'enquête sur le travail forcé au Niger.
15. Une version électronique du rapport final et l'ensemble des données brutes avec la documentation nécessaire seront fournis par l'INS au BIT/ FUNDAMENTALS.